

# ACTION URGENTE

## DE JEUNES MILITANTS RISQUENT TROIS ANNÉES D'EMPRISONNEMENT

**Après avoir été détenus plus de 160 jours au secret, Grâce Tshiunza, Mino Bopomi, Cédric Kalonji et Carbone Beni, de jeunes militants pour la démocratie, ont été déférés à la justice le 19 juin et inculpés. Ils avaient tous les quatre été arrêtés à Kinshasa, le 30 décembre 2017, alors qu'ils appelaient la population à participer à une manifestation pacifique organisée par le Comité laïc de coordination (CLC) de l'Église catholique.**

Les jeunes militants **Grâce Tshiunza, Mino Bopomi, Cédric Kalonji et Carbone Ben**, ainsi que **Palmer Kabeya**, tous membres du mouvement citoyen Filimbi, ont été présentés à un tribunal de Kinshasa, le 19 juin. Ils ont tous les cinq été inculpés d'« offense à la personne du chef de l'État » et d'« incitation à la désobéissance civile ». S'ils sont déclarés coupables, ils risquent jusqu'à trois ans d'emprisonnement. Ils doivent comparaître le 9 août.

Arrêté le 23 décembre 2017, Palmer Kabeya a été placé en détention dans les locaux du service de renseignement militaire (la Détection militaire des activités anti-patrie, DEMIAP), à Kinshasa. Les quatre autres militants ont été arrêtés le 30 décembre 2017 et incarcérés dans différents centres de détention de l'Agence nationale de renseignements (ANR). Les personnes citées ont été arrêtées alors qu'elles appelaient la population à participer à une manifestation pacifique pour réclamer l'application totale de l'Accord du 31 décembre 2016 visant à garantir une élection « inclusive, pacifique et crédible ». Cette manifestation était organisée par le CLC.

Carbone Beni a été hospitalisé le 1<sup>er</sup> mai à la suite de la détérioration de son état de santé durant sa détention dans un des centres de l'ANR. On lui a diagnostiqué une appendicite et une hernie. Il a alors été opéré à l'hôpital Ngaliema, d'où il est sorti le 6 mai.

Le 8 juin, les cinq militants ont été conduits dans les services du procureur général à Kinshasa pour y être interrogés. Le lendemain, ils ont tous été transférés à la prison de Makala, où ils restent détenus à ce jour.

Filimbi est l'un des mouvements citoyens qui font le plus activement campagne pour que le président Joseph Kabila quitte le pouvoir, étant donné qu'il a achevé ses deux mandats consécutifs autorisés par la Constitution en décembre 2016.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en français ou dans votre propre langue :

- engagez les autorités congolaises à libérer immédiatement et sans condition Grâce Tshiunza, Mino Bopomi, Cédric Kalonji, Carbone Ben et Palmer Kabeya ;
- exhortez-les à faire en sorte que, en attendant leur libération, les cinq militants ne soient pas victimes de torture ni d'autres formes de mauvais traitements en détention.

### VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 7 SEPTEMBRE 2018 À :

Ministre de la Justice  
Alexis Thambwe Mwamba  
Ministère de la Justice  
228 Av de Lemera  
Kinshasa-Gombe  
BP 3137  
RDC  
Courriel : minjustdh@gmail.com

**Formule d'appel : Your Excellency, /  
Monsieur le Ministre,**

Ministre des Droits humains  
Marie-Ange Mushobekwa  
Ministère des Droits de l'homme  
Place Royale  
Kinshasa-Gombe  
RDC  
Courriel :

mushobekwa.likulia@gmail.com  
**Formule d'appel : Your Excellency, /  
Madame la Ministre,**

#### Copies à :

Procureur général  
Floribert Kabange Numbi  
Procureur Général de la République  
Immeuble INSS  
Boulevard du 30 Juin  
Kinshasa-Gombe  
RDC  
Courriel : florykan@yahoo.fr

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la RDC dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :** Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 38/18. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr62/7897/2018/fr/>.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## DE JEUNES MILITANTS RISQUENT TROIS ANNÉES D'EMPRISONNEMENT

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis 2016, la République démocratique du Congo (RDC) est en proie à une crise politique née des retards d'organisation d'élections générales. Selon la Constitution du pays, le deuxième et dernier mandat de Joseph Kabila devait prendre fin en décembre 2016. Les élections devraient avoir lieu le 23 décembre 2018.

En décembre 2017, le Comité laïc de coordination (CLC), groupe affilié à l'Église catholique, a appelé la population à manifester pacifiquement contre ce qu'il considérait comme un échec de l'État à organiser des élections d'ici décembre 2017 et à appliquer pleinement l'Accord du 31 décembre 2016. Signé entre l'opposition, la société civile et le gouvernement sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), cet accord prévoit notamment des mesures visant à instaurer la confiance, parmi lesquelles la libération de personnes détenues pour des motifs politiques, le respect de la liberté de la presse et l'autorisation de retour sur le territoire de dirigeants de l'opposition en exil pour qu'ils puissent participer aux prochaines élections. Les manifestations organisées par le CLC le 31 décembre 2017, le 21 janvier 2018 et le 25 février 2018 ont été brutalement réprimées par les forces de sécurité ; au moins 17 personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres ont été blessées.

Depuis 2015, les pouvoirs publics de RDC ont recours à des détentions illégales pour empêcher les défenseurs des droits humains et d'autres militants de s'organiser pour contrer ce qui est considéré comme un stratagème de leur part pour retarder les élections. En mars 2015, Fred Bauma et Yves Makwambala, deux militants pro-démocratie, ont été arrêtés lors d'une conférence de presse organisée pour lancer l'initiative de Filimbi, qui visait à dénoncer « les retards dans l'organisation des élections ». Les deux hommes ont été détenus au secret avant d'être libérés sous caution en août 2016. En août de la même année, Bienvenu Matumo a lui aussi été détenu au secret pendant trois jours avant d'être relâché sans aucune explication de la part des autorités. En décembre 2016, Gloria Senga et Musasa Tshibanda ont disparu pendant plusieurs jours alors qu'ils préparaient une manifestation contre ce qu'ils considéraient comme une tentative du gouvernement de retarder les élections. Il a été révélé plus tard qu'ils avaient été détenus par les autorités.

Noms : Grâce Tshiunza, Mino Bopomi, Cédric Kalonji et Carbone Beni  
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 38/18, AFR 62/8830/2018, 27 juillet 2018